

[liberation.fr](http://liberation.fr)

# Voter Macron pour plus de solidarité

*Par un collectif*

Voter pour Emmanuel Macron le 7 mai, c'est voté pour plus de solidarité. Le 7 mai prochain, Emmanuel Macron devra affronter Marine Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle.

Quinze ans après son père, la candidate du Front national est parvenue à se hisser à ce niveau de la compétition, en totalisant 7,6 millions de voix contre seulement 4,2 millions pour ce dernier en 2002. Deux risques majeurs sont aujourd'hui devant nous et pourraient conduire à sa victoire le 7 mai prochain.

Le premier, sournois, est celui de la démobilisation des électeurs et de la forte abstention qu'elle pourrait générer. Il pourrait en effet être facile de considérer la victoire acquise face à l'extrême droite. La défaite est pourtant possible si nous ne sommes pas suffisamment nombreux à aller voter.

Beaucoup de nos concitoyens qui, au premier tour de l'élection présidentielle, n'ont apporté leur suffrage ni à Marine le Pen, ni à Emmanuel Macron, semblent ne pas vouloir choisir entre eux au deuxième tour. Certains électeurs de droite considérant que c'est aux électeurs de gauche de se déplacer pour élire Emmanuel Macron et vice versa. Mais ceux qui lui préfèrent Marine le Pen

iront voter et il est donc crucial que l'ensemble des citoyens qui refusent ce choix funeste pour la France en fassent de même.

Qu'en particulier les moins bien nés d'entre nous, qui pensent avoir le moins à perdre et pourraient être tentés de bouder les urnes ne se laissent pas duper : ils seraient les grands perdants de l'élection de Marine le Pen, qui, depuis le manoir de Montretout, n'a jamais vu que de très loin leurs difficultés et dont le parti n'a jamais soutenu aucune lutte pour l'émancipation. En jouant avec les peurs, le repli, le simplisme, les boucs émissaires, elle traite les personnes en situation difficile comme des citoyens de seconde zone qui n'auraient pas la capacité d'être, eux aussi, acteurs des transformations du monde.

Emmanuel Macron, lui, leur propose un chemin pour s'en sortir, pour saisir des opportunités, pour se (re)construire un avenir. Marine Le Pen les rétracte et les paralyse, l'autre les respecte et les encourage. Car c'est bien le deuxième risque. Ne pas voir que c'est pour les plus modestes, que le Front national veut opposer entre eux, que son programme est le plus dangereux. Les mesures inflationnistes qu'il contient (sortie de l'euro, droits de douane, augmentation de la TVA de 3% sur les produits importés...) seraient terribles pour le pouvoir d'achat des ménages et la fermeture des frontières qui isoleraient notre économie nous conduirait à la récession et au chômage massif. Il repose enfin sur de nombreuses contre-vérités sur les plus pauvres et les étrangers.

Contrairement à ce que prétend Marine le Pen, les étrangers contribuent plus aux caisses de sécurité sociale qu'ils ne perçoivent de prestations (+ 3,5 Md d'euros) et l'immense majorité des

prestations sociales sont par exemple déjà soumises à une condition de séjour régulier: c'est le cas pour accéder à un logement social dont 83% des attributaires sont français et il faut ajouter cinq années de présence sur le territoire pour être éligible au RSA dont seulement 13% des bénéficiaires sont étrangers.

Loin des fantasmes sur la fraude sociale généralisée qu'elle agite, plus de 36% des personnes qui auraient droit au RSA ne le demandent même pas et elle ne fait pas aucune proposition concrète pour faire reculer la pauvreté et favoriser l'accès au logement des personnes sans-abri. Emmanuel Macron veut lui, plutôt faire la guerre à la pauvreté.

Nous qui le soutenons, refusons avec force la stigmatisation des personnes qui vivent dans des conditions indignes d'une grande démocratie. Nous voulons rétablir une égalité des chances pour tous et organiser une solidarité juste et responsable:

En ajoutant la domiciliation aux missions de service public de La Poste et en mettant en place un versement social unique grâce auquel demain, toutes les prestations (APL, RSA, prime d'activité, etc.) seront versées automatiquement le même jour du mois, un trimestre au plus tard après la constatation des revenus (contre jusqu'à deux ans aujourd'hui).

En augmentant la prime d'activité de 50% qui, cumulée à la suppression des cotisations maladie et chômage, représentera l'équivalent d'un treizième mois pour les salariés payés au Smic et l'allocation adultes handicapés (AAH) et le minimum vieillesse de 800 à 900 euros.

En créant, alors qu'on dénombre encore 150 000 personnes sans-abri dans notre pays dont 13 000 sans aucune solution d'hébergement, 40 000 places d'intermédiation locative, qui consistent à confier la gestion d'un logement à une association pour y loger des ménages à faibles ressources et 10 000 places en pensions de familles. En rendant aussi les critères d'attribution des logements sociaux transparents et en étudiant la possibilité de créer un crédit d'impôt solidarité et une garantie d'impayés pour les propriétaires qui acceptent de louer leur logement au-dessous du prix du marché.

En permettant enfin que chacun redevienne maître de son destin. 15 milliards d'euros seront investis pour former un million de jeunes décrocheurs et un million de chômeurs de longue durée et le chômage deviendra un risque universel couvert par l'Etat pour tous les Français.

Le 7 mai prochain, tous ceux qui souhaitent plus de solidarité doivent aller voter. Pas seulement pour refuser la régression des droits que Marine le Pen veut imposer aux plus fragiles. Mais pour les faire progresser, en élisant Emmanuel Macron président de la République.

**Signataires :** **Catherine Barbaroux**, déléguée nationale En marche; **Jean-Marc Borello**, délégué national En marche; **Alain Régnier**, haut fonctionnaire et membre de la commission pauvreté En marche; **Christophe Itier**, porte-parole ESS En marche et ancien président du Mouvement des entrepreneurs sociaux; **Anne Lebreton**, adjointe au maire, Paris 4<sup>e</sup>, chargée des familles, de la lutte contre les exclusions, de la protection de l'enfance et des

personnes âgées et membre de la commission pauvreté; **Stéphane Gemmani**, fondateur du Samu social de Grenoble et Conseiller Régional d'Auvergne Rhône-Alpes Cap 21/Société Civile; **Thibault Guilluy**, DG du groupe d'insertion Ares.

[un collectif](#)